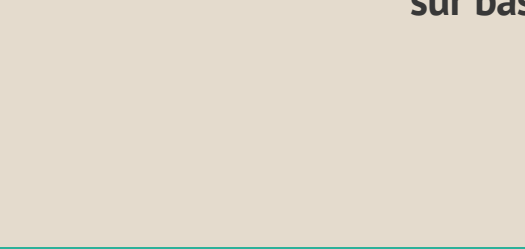




LES VERROUS ÉCONOMIQUES DE LA TRANSITION

Infographie réalisée par le



sur base du rapport rédigé par

Etude complète disponible sur frama.link/Pm0KjNwT

Climat, énergie, croissance, tout est lié...



Espoir #1 Energies renouvelables

Espoir #2 Efficacité énergétique & smart-tech

- A travers le temps, lorsqu'une nouvelle source d'énergie apparaît, elle ne se substitue pas à une autre, elle s'ajoute. Les énergies renouvelables ne font pas exception : elles sont aujourd'hui une part minime de l'énergie produite et ne remplacent pas les fossiles, mais s'y ajoutent.
- Pour fournir en renouvelable la quantité d'énergie consommée actuellement, il faudrait couvrir nos territoires de panneaux solaires et d'éoliennes, dans une mesure qui n'est physiquement pas possible.
- Ces sources d'énergie renouvelable requièrent une grande quantité de métaux dont l'extraction pose problème (ressources non-renouvelables, consommation d'énergie, environnement, géopolitique, ...).
- Vu l'intermittence qui y est liée, la généralisation de ces sources d'énergie renouvelable nécessiterait le déploiement de systèmes technologiques qui requièrent également de nombreuses ressources.
- Améliorer l'efficacité énergétique via les prometteuses fonctionnalités des smart-technologies cache l'explosion de la consommation d'énergie et de ressources minières que ces solutions numériques nécessitent (data centers, composants en métaux rares, ...).
- La progression de l'efficacité énergétique est physiquement limitée. Chaque secteur approche peu à peu ses limites. Les chiffres de ces gains d'efficacité sont très loin des espoirs placés en eux.
- Un "effet rebond" est observé : lorsqu'une économie d'énergie est réalisée pour un usage donné, cet usage est bien souvent intensifié, réduisant ainsi à néant tous les efforts fournis en termes d'efficacité.

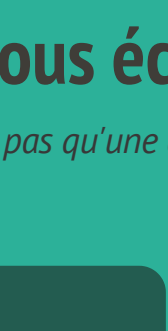
Les ressources énergétiques vont être contraintes dans le futur, quoi qu'il arrive. Une réduction de la consommation d'énergie est inévitable.

Or, à l'échelle de la planète, énergie et PIB sont indissociables, ils sont les deux faces d'une même pièce. Pas de croissance du PIB sans croissance de l'énergie !

Si une réduction de la consommation d'énergie est inévitable, la décroissance du PIB l'est donc tout autant.

Comment, alors, ne pas subir cette décroissance, mais l'anticiper ? Dans un contexte de baisse générale des revenus, comment assurer une réduction des inégalités et éviter une montée des extrémismes ?

La question climatique rend cette réalité d'autant plus urgente, mais il semble intéressant de dépasser l'approche actuelle des négociations climatiques. Que les pays voisins assument ou non leur part de l'effort, nous devons dans tous les cas nous passer des énergies fossiles.



L'impact multisectoriel et l'ancrage culturel d'une telle transition nous force à l'aborder comme une question politique, et non pas technique. Il est ici question de profonds choix de société.



Quels sont les verrous économiques de la transition ?

...Ce n'est pas qu'une question financière, mais plutôt de macro-institutions économiques.

L'économie de marché

L'économie de marché bloque le développement d'initiatives post-pétroles. Impossible de faire concurrence avec la puissance des fossiles ! Aujourd'hui, les initiatives qui se réapproprient des savoirs artisanaux bas-carbones peinent à émerger. Lorsqu'elles émergent, elles peinent à se rémunérer correctement, ce qui freine leur développement.

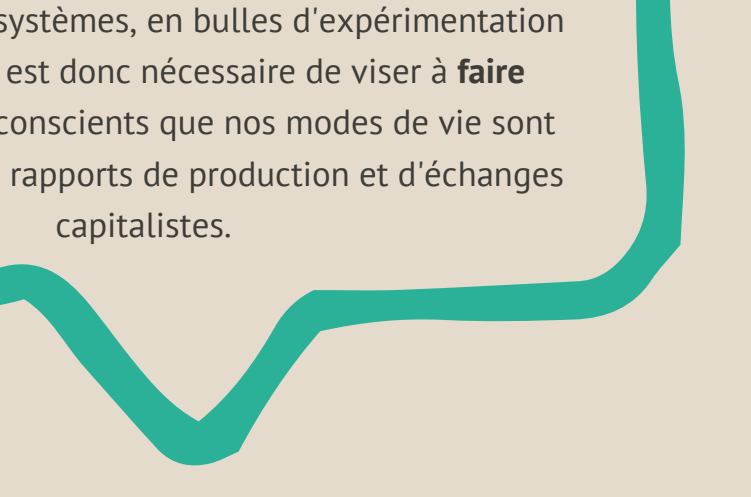
Le capitalisme

Le financement des outils de production par l'investissement capitaliste privé n'est pas adapté à un régime de décroissance. Pour fonctionner, il a besoin de rendements financiers, qui appellent à la croissance. De ce fait, une économie décroissante n'est financable ni par le privé, ni par le public. En effet, le secteur public est contraint par des institutions qui limitent drastiquement sa capacité d'investissement.

Les accords de libre-échange renforcent ce verrou, en étendant le principe de concurrence à l'ensemble de la planète, ce qui crée du dumping social et environnemental.

Les grandes entreprises compétitives qui font "leur part" dans la lutte climatique renforcent également cette concurrence, en se remettant en question le bien fondé de certaines activités économiques.

Les traités européens verrouillent ces mécanismes d'endettement et de compétition. Les changer nécessiterait d'obtenir l'unanimité au sein des Etats Membres. Combien de temps allons-nous encore l'attendre, cette Union Européenne leadeuse de la transition écologique et sociale ?



Sensibiliser pour des changements de comportements individuels est utile, mais incomplet. En restant dans l'individuel, il y a un danger de culpabilisation stérile. Si ces changements sont collectifs, ils peuvent alors s'articuler en sous-systèmes, en bulles d'expérimentation à faire fleurir ! Il est donc nécessaire de viser à faire système, en étant conscients que nos modes de vie sont imbriqués dans des rapports de production et d'échanges capitalistes.

Alors quoi ? ... "L'effondrement" ?!



Processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, énergie, etc.) ne sont plus fournis à un coût raisonnable à une majorité de la population par des services encadrés par la loi.

De nombreux effondrements sont déjà en cours, ici et ailleurs. Cette approche d'un "effondrement" de notre civilisation est très occidental-centrée.

Ce mot laisse penser que ce sera soudain, instantané, défini dans le temps, et à l'issue de quoi nous pourrions construire la suite depuis une page blanche. Il n'en est rien. Il faudrait plutôt l'envisager comme quelque chose de progressif, fait de chocs multiples plus ou moins intenses. Il y a donc une continuité... ce qui rend nos actions d'aujourd'hui cruciales !

Ces théories ne se veulent pas catastrophistes ou "aquoibonistes", elles nous invitent à gagner en lucidité, afin de mener des actions proportionnées et anticiper la fin de la civilisation thermo-industrielle.

"Comment s'effondre-t-on ?" plutôt que "Comment évite-t-on de s'effondrer ?"

Dans ce contexte, il n'est jamais "trop tard" pour faire quelque chose...

Face à l'inéluctable, la meilleure consolation, c'est l'action.



Donner sens à nos alternatives

Comment permettre aux alternatives économiques et sociales d'essaimer et d'influencer le cadre institutionnel afin de faire système...

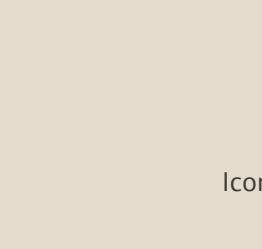


- sans devenir la roue de secours d'un navire qui prend l'eau
- sans tomber dans la complaisance de petites victoires dont la portée est finalement très limitée
- sans se replier dans des îlots hors système ne visant pas à modifier le cadre

- Finalité sociale**
Penser la finalité sociale de l'alternative, de l'entreprise, en réponse aux besoins sociaux du 21^e siècle qui ne sont comblés ni par le marché, ni par l'Etat.
- Logique de réciprocité**
Une alternative à la logique de marché est la logique de réciprocité (Polanyi) qui ancre les relations économiques dans des relations sociales (concept de "dons" - "contre-dons"), en s'éloignant de calculs rationnels marchands. Elle permet de dépasser la culpabilisation du producteur ou du consommateur, et de plutôt faire communauté en privilégiant le lien social.
- Créer des affects démocratiques**
Faire de ces alternatives des lieux d'expérience démocratique concrets qui combattent les divers rapports de domination. Développer une habitude à la participation et à l'égalité.
- S'attaquer au cadre**
Alimenter, à partir d'expérimentations concrètes, un travail collectif qui vise à faire bouger les lignes institutionnelles.
- Les communs contre le capital**
Les communs ne sont ni une propriété privée, ni une propriété publique. Il s'agit d'une ressource gérée par une communauté selon des règles collectives et évolutives. Ils invitent à penser, contre le régime de propriété capitaliste, un régime non pas communiste centralisé, mais communaliste décentralisé et profondément démocratique.
- Réinventer l'associationnisme**
L'esprit associationniste a vu naître, au 19^e siècle, les premières mutuelles et coopératives ouvrières. C'est un appel à comprendre "alternatives économiques" et "mouvements sociaux" comme les deux faces d'une même pièce, qui se complètent et participent à une même vision politique, une même lutte.

En conclusion, deux invitations...

Invitation aux initiatives de transition à persévérer, ne pas lâcher. Vous préparez les possibles, votre capacité de donner à voir "autre chose" est essentielle. Continuez à essayer, à vous fédérer, à devenir davantage inclusives, à revendiquer et à créer des rapports de force pour impacter le cadre.



Invitation à ceux qui disposent de mandats à sortir des effets d'annonce, et à se mobiliser, à faire des choix politiques forts, qui soutiennent les alternatives économiques et sociales, les prennent au sérieux, leur permettent de se stabiliser, se multiplier et gagner en poids.